

« C'est Kabila qui a encore toutes les clés en mains »

RD CONGO Le politologue Dieudonné Wamu Oyatambwe revient de Kinshasa

► L'accord négocié sous l'égide de l'Église pour une sortie à la crise devait être conclu la nuit dernière.

► « La population est à bout », analyse Dieudonné Wamu Oyatambwe, qui dénonce « une misère sociale indescriptible ».

ENTRETIEN

Politologue, diplômé de la VUB, auteur du livre *De Mobutu à Kabila. Avatars d'une passion inopinée* (éd. L'Harmattan), Dieudonné Wamu Oyatambwe suit de près la crise en cours en République démocratique du Congo. Il était sur place tout récemment et a ainsi pu prendre le pouls de la population, des jeunes en particulier. Alors qu'un accord négocié sous l'égide de l'Église catholique pour permettre une sortie à la crise provoquée par le maintien au pouvoir du président Joseph Kabila devait être conclu dans la nuit de jeudi à vendredi, selon une source ecclésiastique, il faudra voir comment la population réagira.

Le texte prévoirait l'instauration d'une « transition politique » et la tenue « fin 2017 » de la présidentielle qui aurait dû être organisée cette année. Le document montre que les délégués du pouvoir et de l'opposition se sont mis d'accord sur un certain nombre de points qui avaient jusque-là bloqué tout accord.

Vous êtes rentré en début de semaine de Kinshasa. Quel était le climat ?

Franchement mauvais... On a le sentiment que le régime ne comprend rien à la problématique des jeunes, à leurs frustrations. Je suis frappé par l'amateurisme avec lequel on gère les manifesta-

tions. Car enfin, elles étaient prévisibles, et depuis longtemps. On savait que les gens allaient sortir dans la rue, crier « Carton rouge » ou « Kabila bye bye »... Tout cela aurait pu être prévu, accompagné. Au lieu de cela, le régime est tombé dans le piège, celui de la violence, de la répression. Comme en septembre, lorsqu'il y a eu 50 morts... Ici aussi, tout en accusant l'opposition de semer le chaos, le régime est tombé lui-même dans le piège de la violence. Tout cela s'inscrit sur une base explosive depuis longtemps, la situation sociale. La misère est indescriptible, généralisée. Les jeunes — deux tiers de la population — sont au chômage, il n'y a pas de perspectives d'emploi. En outre, la situation économique a empiré : le cours du franc congolais, par rapport au dollar, est passé de 980 à 1.260, ce qui signifie une hausse de 25 % et donc une baisse d'un pouvoir d'achat déjà très faible. C'est intenable. Mais ce qui l'est plus encore, c'est l'arrogance des riches. Ils construisent des immeubles, organisent des fêtes somptueuses, multiplient les achats de véhicules de luxe, etc. Et ils s'imaginent que, tout autour, les pauvres ne se rendent compte de rien. A cela s'ajoutent les rapports comme celui de l'agence Bloomberg, qui décrit en détail la fortune accumulée par la famille Kabila. Même si l'on peut discuter des données, les mettre en cause, il n'empêche que tout cela circule sur les réseaux sociaux, alimente la colère générale. Comment accepter que la famille présidentielle soit créditée d'une fortune de 15 milliards de dollars, alors que le budget de l'Etat atteint péniblement les 4 à 5 milliards ?

La chute des cours des matières premières contribue à aggraver les choses...

Cette misère sociale entraîne un rejet du système, alors qu'en

même temps les espaces de liberté rétrécissent et que la répression s'accroît. Au début de l'entrée en fonction du Premier ministre Matata Mponyo, on avait senti un frémissement, les recettes de l'Etat augmentaient, la croissance s'accélérait, la bancarisation (paiement par voie bancaire des salaires des fonctionnaires) avait des effets positifs. Mais aujourd'hui on s'aperçoit que les travaux d'infrastructures ont été mal réalisés, ...

La classe politique, tous partis confondus, est-elle attentive à ce malaise social ?

Absolument pas. Les partis sont enfermés dans une stratégie purement politique. Depuis un an, il n'est question que de troisième mandat, de date des élections etc. Bien loin au-dessus des préoccupations des gens... Si demain la médiation menée par la conférence épiscopale aboutit à une solution, il faudra élargir encore le gouvernement de 68 ministres qui a été présenté cette semaine, y inclure les nouveaux venus.

Le problème, c'est qu'il n'y a plus de légitimité au Congo : tout le monde est hors mandat. Le président, bien sûr, mais aussi le président du Sénat, Léon Kengo wa Dondo, qui légalement pourrait lui succéder en cas de vacance : il est hors mandat depuis cinq ans ! Le vide juridique est absolu, plus aucune autorité n'est absolue, plus aucune autorité n'est légitime. Même si on se mettait d'accord pour organiser des élections en 2018, je ne suis pas sûr que ce serait possible : le budget de la CENI - Commission électorale, NDLR - est colossal, un milliard 800 millions de dollars... Où pourrait-on trouver cet argent ? En outre la remise à jour des listes électorales, dans un pays aussi vaste, aussi dépourvu de moyens de communications, représente une opération compliquée : dans certains coins il faut se déplacer en pirogue ou à pied...

Tout cela va prendre du temps...

Peut-on craindre un putsch ?

Je ne sais pas : l'appareil sécuritaire semble sous contrôle, la garde républicaine est forte, dominée par des fidèles de Kabila... Mais les policiers partagent les mêmes conditions que le reste de la population : en ville, ils vous demandent de l'eau, vous disent qu'ils souffrent eux aussi... Vont-ils accepter de tirer sur les jeunes, sur leurs enfants ? Et pourtant, je crois encore que c'est Kabila qui a toutes les clés en mains. Mais je me demande s'il se rend compte de la gravité de la situation, qui écoute-t-il encore ? Je suis aussi frappé par l'invocation d'un certain « esprit rebelle », une verve anti-occidentale, exprimée par ceux qui disent parler au nom de Kabila... Ils tiennent des discours du style « tout le monde nous en veut, l'Occident nous rejette ».

Si l'on se fait l'avocat du diable, on peut tout de même constater une certaine unanimité occidentale contre Kabila, alors que dans la région, il y a d'autres présidents qui s'éternisent au pouvoir, qui répriment, ... Pourquoi cette sévérité ?

Mais parce que par sa dimension, son importance géopolitique, son économie, le Congo ne peut se comparer au Rwanda, à l'Ouganda, aux petits pays de l'Afrique de l'Ouest. Il a toujours suscité plus d'attention, été plus regardé. La gestion, aussi, est différente : le Rwanda, par exemple, réussit mieux. Au Congo, l'Etat reste incroyablement faible. Je ne peux que souhaiter bonne chance à la médiation des évêques, mais je suis préoccupé par l'illegimité du pouvoir et par les risques d'une explosion sociale généralisée... Et cependant, il faut aussi préserver les acquis de la jeune démocratie... ■

Propos recueillis par
COLETTE BRAECKMAN

LE PROJET D'ACCORD**Une présidentielle « fin 2017 »**

Si tout se déroule correctement, un projet d'accord doit être signé dans la nuit de jeudi à vendredi. Le document de travail résumant les principaux points du projet. Ce texte prévoit l'instauration d'une « transition politique » et la tenue « fin 2017 » de la présidentielle qui aurait dû être organisée cette année. Au terme des négociations en commission, l'opposition obtient satisfaction sur la question de la date de la présidentielle que le pouvoir disait jusque-là ne pas pouvoir organiser avant avril 2018. Elle obtient également la création d'un « Conseil national de transition » chargé de veiller à la bonne exécution de l'accord, particulièrement sur les questions électorales. En contrepartie, l'opposition, rassemblée autour de la figure historique d'Étienne Tshisekedi, a accepté le principe du maintien au pouvoir de Joseph Kabila jusqu'à une passation de pouvoir avec un successeur élu, alors qu'elle demandait jusque-là son retrait immédiat de la vie publique.

COMMENTAIRE

COLETTE BRAECKMAN

**KABILA A PERDU LE SOUTIEN DE LA JEUNESSE**

Lorsqu'en 2001, il succéda à son père assassiné, Joseph Kabila était le plus jeune chef d'Etat d'Afrique. Même aujourd'hui, âgé de 45 ans et après quinze années de « règne », il n'est pas bien vieux... Cependant, cet homme nouveau à l'époque, qui réussit à s'affirmer, à maîtriser tous les rouages du pouvoir avec des talents insoupçonnés, a perdu l'essentiel : la confiance des jeunes. Au Congo, les moins de 25 ans représentent la moitié sinon les deux tiers de la population. Ils sont les électeurs de demain, les cadres du futur. Ils incarnent l'avenir du

pays. Ils n'ont connu que Joseph Kabila. Même taiseux et discret, ce dernier a hanté leurs années d'enfance durant lesquelles Mobutu n'était déjà plus qu'un souvenir du siècle dernier. Les promesses de Kabila ont fait rêver ces gamins. Ils ont partagé sa vision d'un pays moderne, émergent, d'un pays meilleur à vivre pour les pauvres, d'un pays où on pourrait étudier, travailler, construire. Aujourd'hui, ces rêves sont fracassés. Ceux qui ont pu étudier à force de sacrifices sont condamnés au chômage, la plupart vivent d'expédients. Dans les mines que l'on ferme pour les confier aux multinationales qui chassent les travailleurs au profit des excavatrices, combien sont-ils qui payaient leurs modestes études en creusant, en se faufilant dans les galeries avec leur taille d'enfant et leurs ambitions d'adultes ?

Alors que ces jeunes avaient cru en l'essor économique de leur pays, ils constatent que les gains éventuels sont mangés par la corruption. Ils avaient cru aux chances de la démocratie. En toute occasion, ils entonnaient l'hymne national « Debout Congolais » et ils étaient sincères lorsque, chantant à tue-tête, ils promettaient « de construire un pays plus beau qu'avant ». Aujourd'hui, ils sont confrontés à des manœuvres dilatoires, des palabres sans fin menées par des hommes politiques qui n'ont rien oublié des pratiques mobutistes. Ils font face aussi à une répression bien moderne, elle, menée avec des armes neuves, et sans états d'âme. Ces jeunes privés d'avenir assurent qu'ils n'ont pas peur de mourir. On leur avait promis la révolution de la modernité. Aujourd'hui, ce dont ils rêvent avant tout, c'est de la révolution de la moralité.